LE RUBICON

Les BRICS ne sont pas un bloc antioccidental, le sommet de Delhi en est la preuve

Olivier Da Lage | 4 novembre 2026 | ARTICLES



Pour leur vingtième anniversaire, les BRICS+ ont tenu leur XVIIIe sommet à New Delhi les 12 et 13 septembre 2026. En deux décennies, le poids de ses membres s'est alourdi et leur nombre s'est accru. L'élargissement décidé en 2023 et 2024 fait des BRICS+, comme on les appelle désormais, un rassemblement de onze membres et de dix pays partenaires. Ces onze pays représentent environ la moitié de la population de la planète, 40 % de la production mondiale (en parité de pouvoir d'achat) et près du quart du commerce international. À titre de comparaison, les pourcentages correspondants du G7 sont respectivement de l'ordre de 10 %, 28 % et 30 % (les références relatives au G7 datent de 2024). Au XVIIIe sommet des BRICS+ où étaient présents les membres à part entière de l'organisation ainsi que les partenaires qui lui sont associés depuis le sommet de Kazan (2024), étaient rassemblés des pays très divers, dont plusieurs sont formellement alliés aux États-Unis (Égypte, EAU, Arabie saoudite – cooptée au sein des BRICS+ sans n'avoir jamais formalisé son adhésion –, Thaïlande), d'autres leur étant franchement hostiles (Russie, Chine, Biélorussie, Cuba ou Iran). Un troisième groupe, situé entre ces deux pôles, est composé notamment du Brésil, de l'Inde, de l'Afrique du Sud et de l'Indonésie.

L'Inde, le « I » de l'acronyme, qui se veut le barycentre d'une organisation hétérogène et sans secrétariat permanent, s'était donné pour tâche d'affirmer l'unité du groupe sans fâcher les Occidentaux, principalement les Européens et les États-Unis, généralement méfiants à l'égard de ce rassemblement, né en 2006 pour contester leur domination sur l'ordre international issu de la Seconde Guerre mondiale.

La mission semble avoir été accomplie : une déclaration commune a été adoptée à l'unanimité des participants sans provoquer de réactions ouvertement négatives de la Maison-Blanche, notoirement hostile à ce groupement. Du point de vue des États membres, à commencer par le pays hôte, ce sommet a donc été un succès, ne serait-ce que parce qu'il aurait pu s'achever en fiasco, en l'absence d'un texte commun, comme cela avait été le cas lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères en mai 2026. L'opposition très vive entre les représentants de l'Iran et des Émirats arabes unis, adversaires de fait dans le conflit ouvert par l'attaque israélo-américaine contre la République islamique d'Iran le 28 février 2026 et les représailles iraniennes visant plusieurs monarchies du Golfe, avait rendu tout consensus impossible, tout comme le refus obstiné des délégués indiens de mettre en cause Israël dans le conflit à Gaza. Cette impasse avait été contournée par une déclaration unilatérale de la présidence indienne, rappelant les positions de chacun.

Rien de tel cette fois-ci. Le Premier ministre indien Narendra Modi a pu, dès l'ouverture du sommet, annoncer un texte commun de 45 pages, long de 140 paragraphes (dont une bonne part reprend purement et simplement des passages de la déclaration adoptée à Rio de Janeiro l'année précédente, lors de la présidence brésilienne) en dépit d'un environnement tout aussi problématique qu'au mois de mai dans le contexte de la guerre d'Iran, de la situation non stabilisée à Gaza, de la guerre en Ukraine et du commerce mondial désorganisé par les mesures tarifaires prises par Washington. L'hôte du sommet a eu la satisfaction de pouvoir faire entériner par ses pairs deux points qui lui tenaient particulièrement à cœur, à savoir la condamnation des attaques de Pahalgam et la mention du rôle de l'Inde (et du Brésil) au Conseil de sécurité de l'ONU.

Qui dit consensus dit compromis, certains permettant d'avancer, mais beaucoup d'autres de contourner les problèmes, voire de les ignorer, ou de reporter les solutions à un avenir que l'on espère toujours plus favorable. En ce cas, le compromis prend la forme d'une omission pure et simple. C'est la clé du succès de Delhi, sans omettre, naturellement, les résultats tangibles enregistrés dans la déclaration, ainsi que les avancées qui ont pu avoir lieu à la faveur d'entretiens bilatéraux entre participants, hors session plénière. Comment faire coexister, au bas d'un document commun, les signatures de dirigeants qui voudraient faire des BRICS+ un front antioccidental et celles de leaders qui demandent seulement leur juste place dans la gouvernance mondiale ? C'était la délicate question qu'a dû résoudre l'Inde qui se revendique clairement du second groupe de pays.

Une déclaration faite de compromis

Le plus important des compromis porte sur la formulation relative à la guerre en Iran. Cette fois-ci, la déclaration prend acte des désaccords tout en essayant de réduire la tension : « Nous exprimons notre profonde préoccupation devant l'escalade persistante des tensions au Moyen-Orient/Asie occidentale et, rappelant nos positions nationales respectives, appelons à la plus grande retenue et à éviter toute action susceptible d'aggraver la situation. » Le sommet a d'ailleurs été l'occasion d'un tête-à-tête inédit entre le président iranien Massoud Pezeshkian et le prince héritier d'Abou Dhabi, cheikh Khaled ben Mohammed ben Zayed Al Nahyan, qui représentait les Émirats arabes unis (EAU). Il s'agissait du premier contact à ce niveau entre les deux pays riverains du Golfe depuis le début du conflit.

L'autre passage significatif est celui qui insiste sur le « maintien de la fluidité des flux du commerce mondial, des chaînes d'approvisionnement et de l'énergie, conformément au droit international applicable ». On ne peut manquer de remarquer que cette formulation n'évoque pas la « liberté de navigation », ce que l'Iran, tout à son bras de fer avec les États-Unis sur le contrôle du détroit d'Ormuz, n'aurait pu accepter.

Dans un article publié le lendemain du sommet, la revue *Le Grand Continent* publie une analyse lexicale de la déclaration et relève que l'Europe n'y est pas mentionnée. C'est techniquement exact ; du reste, les États-Unis n'y figurent pas non plus. Les problèmes sont désignés, pas ceux qui en sont à l'origine, afin, très probablement, d'éviter des réactions négatives de la part des intéressés (qui se seront reconnus), ce qui serait contre-productif du point de vue des BRICS+ – et, en tout cas, très certainement du point de vue de la présidence indienne.

Néanmoins, il est permis de penser que c'est l'Europe qui est visée par la dénonciation du « protectionnisme déguisé en objectifs environnementaux », au premier chef le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF, ou CBAM en anglais) de l'Union européenne. Quant aux États-Unis, sans être nommément désignés, ils sont directement visés par le paragraphe fustigeant la « multiplication de mesures tarifaires et non tarifaires unilatérales qui faussent les échanges et sont incompatibles avec les règles de l'OMC » et les « mesures coercitives unilatérales contraires au droit international […], notamment les sanctions économiques unilatérales et les sanctions secondaires ». L'absence de réaction officielle de la part de Washington est d'ailleurs à noter. Cette retenue de la part des États-Unis tient vraisemblablement à ce que, d'une part, ils n'ont pas été ouvertement mis en cause et, d'autre part, à ce que, de leur point de vue, il ne s'agit là que de déclarations d'intention sans véritable portée concrète.

Aucune percée sur le front de la dédollarisation

Dans ce texte, le plus long jamais adopté par les BRICS au cours de leurs deux décennies d'existence, pas une ligne, pas un mot n'est consacré au conflit qui ensanglante l'Ukraine depuis plus de quatre ans, sauf à considérer qu'il est abordé au travers des propos généraux sur le fait que « la sécurité de tous les pays est indivisible » et la réaffirmation par les pays membres de leur « attachement au règlement pacifique des différends internationaux par le dialogue, la consultation et la diplomatie ». C'est un changement par rapport à la Déclaration de Rio de l'année passée, qui évoquait la guerre sans aborder la question des responsabilités dans le conflit. Selon toute vraisemblance, le consensus minimal qui existait à ce sujet un an auparavant s'est cette fois heurté à un veto de la part de la Russie. À l'évidence, le sommet est donc également un succès pour Vladimir Poutine, qui avait fait le déplacement, neuf mois après une précédente visite officielle en Inde, démontrant ainsi qu'il n'est pas le paria international souvent dépeint en Occident.

Le véritable sujet sur lequel les BRICS+ étaient attendus lors de ce sommet était celui de la dédollarisation. Depuis l'origine, les membres fondateurs cherchent à réduire la domination de la devise américaine sur le commerce international et à mettre fin à l'utilisation de celle-ci comme prétexte pour imposer des sanctions à des pays tiers. La Russie, en particulier, a déployé toute sa force de conviction pour amener les BRICS+ à adopter une monnaie internationale de réserve, concurrente du dollar. L'exclusion de plusieurs banques russes du système SWIFT et des principaux instruments bancaires et financiers internationaux, après l'invasion de l'Ukraine en 2022, n'a fait que renforcer sa détermination. La Chine était, pour sa part, assez favorable à l'idée, dans

la mesure où sa devise, le renminbi, est la seule suffisamment importante pour prétendre s'imposer comme alternative. Mais d'autres membres fondateurs, en particulier le Brésil et l'Inde, ne partagent pas cet enthousiasme. L'Inde, en particulier, n'a aucune intention d'abandonner une sujétion vis-à-vis du dollar pour la remplacer par une autre, cette fois au profit du yuan. Les mises en garde de Donald Trump juste après son élection en novembre 2024, menaçant d'imposer des droits de douane de 100 % aux pays qui s'en prendraient au dollar (les BRICS+ étaient spécifiquement mentionnés), ont même conduit le ministre indien des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar à proclamer son opposition à la dédollarisation. En revanche, la déclaration commune réaffirme clairement l'objectif des pays membres de réduire leur dépendance à l'égard des institutions financières dominées par le dollar.

De fait, l'idée de créer une devise commune aux BRICS était remisée depuis les sommets de Kazan (2024) et de Rio (2025), au profit du développement du recours aux devises nationales et elle n'était pas davantage à l'agenda de celui de New Delhi. En revanche, beaucoup s'attendaient à une percée sur deux points : la formalisation de l'usage des devises numériques émises par les Banques centrales pour le commerce intra-BRICS, et la mise en place de BRICS Pay, une interconnexion des systèmes de paiements numériques instantanés et généralement gratuits déjà existants dans plusieurs de ces pays (UPI en Inde, Pix au Brésil, SBP en Russie, IBPS en Chine, PayShap en Afrique du Sud, IPN en Égypte, BI-FAST en Indonésie, EthioPay-IPS en Éthiopie, Aani aux EAU et Sarie en Arabie saoudite). Toutefois, la Déclaration de Delhi est décevante à cet égard, probablement du fait des retards techniques à mettre en œuvre ce projet, et se contente d'encourager le groupe de travail constitué à cet effet à poursuivre ses efforts. Là encore, cette absence de résultat n'est pas de nature à chagriner l'hôte de la Maison-Blanche.

Les rencontres bilatérales, peut-être plus importantes que les discours en plénière

Comme c'est généralement le cas lors des conférences internationales, ce qu'il se passe hors de la salle de réunion n'est pas moins important que ce qui s'y dit en plénière. Outre le tête-à-tête déjà évoqué entre le président iranien et le prince héritier d'Abou Dhabi, le sommet a été l'occasion d'autres rencontres bilatérales significatives.

Le président iranien Massoud Pezeshkian a également rencontré le Premier ministre Narendra Modi, qu'il avait déjà vu moins de deux semaines auparavant à Bichkek, lors de la réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). De toute évidence, l'Iran a besoin d'amis dans les circonstances qu'il traverse. Quant à l'Inde, il était pour elle plus qu'urgent de faire oublier ce qui avait été largement perçu comme un soutien implicite à Israël dans les premiers jours du conflit. Rappelons que trois jours avant l'offensive israélo-américaine, Narendra Modi, en visite officielle en Israël, proclamait à la tribune de la Knesset que « l'Inde se tient aux côtés d'Israël, fermement et avec une pleine conviction, dans ce moment et au-delà ». De plus, alors que dès le 1er mars, il a téléphoné personnellement au président des EAU Mohammed ben Zayed et au Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou après les représailles iraniennes ayant frappé leur territoire respectif, il n'a pas eu un mot concernant l'ayatollah Khamenei, tué la veille lors des bombardements israélo-américains. Il a fallu attendre cinq jours pour qu'un haut responsable du ministère indien des Affaires extérieures se rende à l'ambassade d'Iran pour signer le registre de condoléances. Compte tenu de la résilience du régime iranien et du contrôle qu'il exerce *de facto* sur la navigation dans le détroit d'Ormuz, le rétablissement de bonnes relations avec l'Iran était devenu une priorité nationale pour l'Inde, sévèrement atteinte par l'effondrement de ses approvisionnements en hydrocarbures du Golfe. Narendra Modi a insisté à plusieurs reprises, tant en public que lors de ses entretiens bilatéraux, sur la sécurité des approvisionnements ainsi que celle des marins indiens, dont plusieurs ont perdu la vie à la suite de tirs russes (en mer Noire), américains et iraniens (de part et d'autre du détroit d'Ormuz).

Enfin, la rencontre du chef du gouvernement indien avec Xi Jinping, qui n'était pas revenu dans le pays depuis 2019, était suivie avec attention. En effet, les combats meurtriers qui ont opposé en juin 2020 les armées des deux pays à Galwan, sur les hauteurs de l'Himalaya, faisant vingt morts parmi les soldats indiens et quatre victimes chinoises selon les autorités de Pékin, ont laissé des traces. Certes, depuis le sommet de Kazan en octobre 2024, qui avait donné lieu à la première reprise de contact direct entre les deux dirigeants, en dépit de la persistance du soutien de Pékin au Pakistan, un certain dégel avait pu être observé, avec la reprise des liaisons aériennes entre les deux pays et la délivrance de visas, mais sur le fond, rien n'avait été réglé. À en croire les communiqués officiels des deux pays à l'issue de la rencontre, c'est toujours le cas. La Chine a publié un long texte d'où il ressort que les deux pays ne sont pas rivaux, mais partenaires et qu'ils ne doivent pas perdre de vue l'objectif stratégique à long terme. Selon ce communiqué, les problèmes doivent être traités en parallèle sans qu'aucun ne puisse ralentir les autres. Le texte indien, beaucoup plus court, insiste en revanche sur la nécessité de régler les questions en suspens et sur celle d'une véritable paix à la frontière comme fondement du développement de leurs relations.

Au-delà des discussions de fond, Narendra Modi, Vladimir Poutine et Xi Jinping ont mis en scène leur entente avec une photo les montrant en train de discuter de façon détendue, tout comme ils l'avaient fait un an auparavant à Tianjin, lors du sommet précédent de l'OCS. On peut voir sur cette photographie où les trois dirigeants affichent leur bonne entente, un message adressé à Donald Trump et, au-delà, à l'ensemble des responsables occidentaux, pour faire passer le message qu'il est vain de tenter de les diviser. En ce qui concerne la Chine et la Russie, cela va sans dire, mais l'Inde tient à montrer qu'en dépit des tensions avec la Chine, elle tient à conserver de bons rapports avec l'autre géant asiatique.

Quant à la Russie, elle est pour l'Inde, depuis l'époque de l'URSS, l'amie des temps difficiles, un utile rappel, d'autant que, moins d'une semaine après le sommet (le 18 septembre), Donald Trump a promulgué le *Lindsey O. Graham Sanctioning Russia and Iran Act*. Cette loi lui donne le pouvoir d'imposer des droits de douane de 100 % aux pays qui importent du pétrole russe. Or, depuis le début de la guerre d'Iran, l'Inde a compensé la chute des hydrocarbures du Golfe par des importations de pétrole russe, la part de

ce dernier ayant atteint un peu plus de 50 % au mois de juillet. Pour l'Inde, il s'agit là d'une question de sécurité nationale, ce qu'elle tente, avec des succès mitigés, de faire comprendre à ses partenaires américains avec lesquels elle tente toujours de parvenir à un accord commercial avant la fin de l'année. En d'autres termes, pour Delhi, c'est une approche pragmatique et en aucun cas la manifestation d'un désir de se distancier de l'Occident.

La décision, annoncée le 9 octobre par Donald Trump, d'exonérer son propre pays des dispositions de la loi Graham, afin d'acheter 300 tonnes de diesel auprès de la Russie, a fourni un répit à l'Inde, qui a *de facto* bénéficié d'une prorogation de l'exemption dont elle avait jusqu'alors bénéficié. Elle a également donné des arguments à ceux qui, au sein de l'administration américaine, prêchaient pour une approche moins brutale des relations avec New Delhi. C'est probablement ainsi que l'on doit lire la visite à Bombay et Jamnagar du 20 au 22 octobre dernier du secrétaire d'État américain Marco Rubio qui a tenté de convaincre ses interlocuteurs d'augmenter leurs enlèvements d'hydrocarbures américains et vénézuéliens, employant (du moins en public) un vocabulaire relevant davantage de la persuasion que de la coercition, étant entendu que Washington peut à tout moment réactiver les sanctions prévues par la loi Graham.

Xi Jinping, pour sa part, s'apprêtait à se rendre douze jours plus tard aux États-Unis pour y rencontrer le président Trump dans le cadre de leurs relations compliquées, faites de rivalités commerciales et politiques, mais, pour l'essentiel, dénuées de l'acrimonie qui caractérise souvent les rapports du président américain avec les dirigeants qui ne s'alignent pas sur ses positions.

*

* *

La déclaration adoptée à l'unanimité le premier jour du sommet et les déclarations émanant de la présidence indienne par la suite montrent clairement que la position de ce second groupe n'a pas prévalu. D'ailleurs, aucun des pays « hostiles » n'a tenté de donner une interprétation antioccidentale de ce sommet.

Le rôle de « porte-parole du Sud global » que l'Inde revendique pour elle-même lui est souvent contesté par d'autres membres des BRICS+, notamment la Chine. Il n'est pas discutable, en revanche, que sa position « centriste » de facilitateur de compromis a rencontré une large majorité parmi les pays représentés à ce sommet, sans s'attirer de critiques ouvertes de ceux qui auraient voulu lui imprimer une tonalité plus critique envers les pays occidentaux. Tous se retrouvent bien entendu sur les demandes originelles des fondateurs : une gouvernance mondiale plus équilibrée grâce à un rôle accru pour les pays émergents, notamment dans les instances internationales existantes (ONU, OMC et autres) auxquelles le texte commun réaffirme l'attachement des BRICS – tout en contestant leur fonctionnement actuel.

La tiédeur et la longueur de ce texte, 140 paragraphes contre 126 à Rio (2025) et 71 à Xiamen (2017), délibérément voulues par la présidence indienne, ont permis de diluer les quelques critiques, pourtant mordantes, à l'endroit de l'Occident, en plaçant pratiquement au même niveau des questions essentielles et des questions secondaires. Il est bien entendu plus que probable que la Déclaration de Delhi ne laissera pas de trace indélébile dans l'histoire, c'est la loi du genre (et les communiqués successifs du G7 ont connu le même sort). Mais – et précisément pour cette raison, entre autres – la dynamique et les résultats du sommet qui vient de se tenir dans la capitale indienne ne permettent pas de soutenir, comme on l'entend souvent en Europe et aux États-Unis, que la seule chose qui unit les membres des BRICS+ est leur haine de l'Occident.

Cette année, la plume était tenue par l'Inde. L'an prochain, le XIXe sommet se tiendra en Chine, qui sera donc à la manœuvre et vraisemblablement tentée de lui donner une inflexion plus critique à l'égard de l'Occident. Mais, à moins que l'équilibre des forces internationales ne connaisse d'ici là un bouleversement considérable, on voit mal l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Indonésie et tous les autres membres ou partenaires des BRICS+ qui ne sont pas ouvertement hostiles aux Occidentaux se laisser entraîner très loin sur cette pente.

Crédits photo : Prime Minister's Office/Wikicommons

•— ••— — • ••— •—• •••

Olivier Da Lage

Lauréat de l'IEP de Paris et diplômé du CFJ, **Olivier Da Lage**, ancien correspondant dans le Golfe au début des années 1980, a passé l'essentiel de sa carrière de journaliste à RFI. Depuis 2023, il est chercheur associé à l'IRIS, spécialisé sur l'Inde et la péninsule arabique.

Il a publié une vingtaine de livres, principalement des essais consacrés au Golfe arabo-persique et à l'Inde, mais également plusieurs romans de géopolitique-fiction ayant pour cadre l'URSS, le Moyen-Orient et l'Inde.

Comment citer cette publication

Olivier Da Lage, « Les BRICS ne sont pas un bloc antioccidental, le sommet de Delhi en est la preuve », *Le Rubicon*, vol. 6, 4 novembre 2026 [https://lerubicon.org/les-brics-ne-sont-pas-un-bloc-antioccidental-le-sommet-de-delhi-en-est-la-preuve/].